

Le Monde

: Journal national de référence. Propose un traitement approfondi de l'actualité internationale, politique, économique et culturelle.

Wiki :

Le Monde est un [journal français](#) fondé par [Hubert Beuve-Méry](#) en 1944. Se voulant journal « [de référence](#) »[\[5\]](#),[\[6\]](#),[\[7\]](#), il est régulièrement considéré comme tel[\[8\]](#),[\[9\]](#), y compris à l'étranger[\[10\]](#),[\[11\]](#),[\[12\]](#).

C'est le quotidien national payant le plus lu en [France](#) avec 2,44 millions de lecteurs en 2021[\[13\]](#) et le plus diffusé avec 500 000 abonnés, partagés entre 414 000 abonnés numériques et 87 000 abonnés papier[\[14\]](#).

Dernier quotidien français dit « du soir », il paraît, daté du lendemain, à [Paris](#) en début d'après-midi, ainsi qu'un peu plus tard dans certaines grandes villes. Il est ensuite distribué ailleurs le matin suivant.

Selon [Radio France](#), *Le Monde* a eu, depuis son premier numéro, des [lignes éditoriales](#) successives, que l'on pourrait situer — mais ce serait réducteur — au [centre gauche](#)[\[15\]](#). Un ouvrage de 2010[\[évasif\]](#), présente également sa ligne éditoriale comme étant de centre gauche[\[16\]](#). En avril 2022, un sondage [Ifop](#) indique que, parmi les personnes interrogées, 48 % de celles lisant régulièrement *Le Monde* ont voté pour des candidats de gauche au premier tour de l'[élection présidentielle](#)[\[17\]](#) et 27 % pour [Emmanuel Macron](#).

Le Monde est détenu par le [Groupe Le Monde](#). Il a pour actionnariat la holding [Le Monde libre](#) détenue notamment par [Xavier Niel](#) et [Matthieu Pigasse](#) et le [pôle d'indépendance](#) détenu par les salariés, les syndicats et des associations[\[18\]](#).

Le Figaro

: Journal national. Analyse l'actualité nationale et internationale, avec un accent sur la politique, l'économie et les questions de société.

Wiki :

Le Figaro est un [journal quotidien](#) de la [presse nationale française](#) publié à [Paris](#).

Il est fondé en tant que journal littéraire et [satirique](#) en [1826](#), ce qui fait de lui l'un des plus anciens périodiques de la presse française encore publié.

Depuis la [Libération](#), sa ligne éditoriale est issue des trois grandes familles de la [droite](#) ([gaulliste](#), [libérale](#) et [conservatrice](#)) selon le [spectre politique](#) habituellement utilisé. Principalement lu par des sympathisants de droite ou de [centre droit](#), il est en 2023 le deuxième titre de la presse nationale française, avec une diffusion payée de 354 665 exemplaires.

Positionné comme un [journal de référence](#) et souvent considéré comme tel[3], *Le Figaro* est édité par la [Société du Figaro](#) — elle-même détenue par le [groupe Dassault](#) depuis 2004.

Présentation

Le titre du périodique provient du personnage de [Figaro](#) inventé par [Beaumarchais](#), héros du *Barbier de Séville*, du *Mariage de Figaro* et de *la Mère coupable*.

Inscrite sous son titre, la devise du *Figaro* est :

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur. »

— [Beaumarchais](#), *Le Mariage de Figaro*

Ligne éditoriale

Le Figaro, d'après son directeur, se considère comme un journal de [droite](#) et de [centre droit](#)[4], étant le point de jonction de plusieurs grands courants d'idées ancrés dans cette ligne. Il s'agit principalement du [libéralisme classique](#) ou l'éclectisme libéral[5] jumelé avec un [conservatisme](#) social. Il est aussi souvent classé comme gardien de l'éclectisme culturel de la droite française par ses oppositions à la [Commune de Paris](#), au [communisme](#), ou par ses sympathies [gaullistes](#)[6], ou encore par son attachement au système [républicain](#). L'un des slogans de sa campagne publicitaire de 2005 était « en matière d'économie nous sommes pour le libre-échange. En matière d'idées aussi ».

En février 2012, un texte de la Société des journalistes du *Figaro* dénonce la ligne éditoriale de son journal, qu'elle considère comme étant un soutien important aux différents gouvernements de droite qui se sont succédé dans les années 2000[7],[8],[9].

En mars 2013, son directeur général, [Alexis Brézet](#), définit ainsi l'esprit du quotidien qu'il dirige : « libéral mais pas dogmatique, conservateur mais pas passéiste, européen mais pas eurobéat, attaché à défendre la culture française mais ouvert sur le monde » tout en se réclamant d'une « indépendance d'esprit »[10].

Sous Alexis Brézet, la ligne éditoriale est décrite comme se rapprochant de l'extrême droite. Selon *Le Monde* en 2021, cela commence avec le soutien à [Éric Zemmour](#) maintenu en poste par Étienne Maugeotte malgré ses propos polémiques et sa condamnation pour provocation à la haine raciale en février 2011 et son soutien sous Alexis Brézet quand il est candidat à [l'élection présidentielle de 2022](#)[11]. Pour *Télérama* en 2024, l'[entrisme](#) de l'extrême droite a commencé il y a dix ans[12].

Selon *Arrêt sur images*, « La rédaction du "Figaro" s'inquiète pour la ligne éditoriale du journal, qui "s'extrême-droitise" à bas bruit »[\[13\]](#). Alors qu'une partie de la rédaction entretient des liens avec ce courant politique, une autre partie de la rédaction s'inquiète de l'extrême-droitisation de leur journal, notamment après la publication en 2024 d'un billet du directeur des rédactions Alexis Brézet, interprété comme un appel à l'union des droites, alliant LR et le RN, qu'il juge préférable à un vote à gauche. 110 journalistes du *Figaro* signent un texte intitulé « Le Figaro se définit-il encore comme un journal libéral, conservateur, proeuropéen et opposé à l'extrême droite ? » et la société des journalistes du quotidien demande des explications[\[14\]](#),[\[15\]](#).

Par ailleurs, la ligne résolument [pro-nucléaire](#) défendue par Alexis Brézet est dénoncée en interne et la Société des journalistes fait part en octobre 2025 d'un traitement peu rigoureux des articles sur les [énergies renouvelables](#), eu égard à la publication de plusieurs tribunes et articles, dont l'un portant sur les « effets alarmants des [éoliennes](#) » et « leurs champs électromagnétiques », appuyé par le témoignage d'un [géobiologue](#)[\[16\]](#).

Libération

: Journal national. Met l'accent sur l'actualité sociale, culturelle et internationale, avec un ton accessible et orienté sur les débats de société.

Wiki :

Libération est un [quotidien national français](#) paraissant le matin, disponible également dans une [version en ligne](#). Fondé sous la protection de [Jean-Paul Sartre](#) et [Maurice Clavel](#), le journal paraît pour la première fois le 18 avril 1973 et reprend le nom d'un titre de presse créé en 1927 par le [libertaire Jules Vignes](#), nom qui sera également celui d'[un des journaux](#) de la [Résistance](#) dirigé par [Emmanuel d'Astier de La Vigerie](#).

De ses débuts, situé à l'[extrême gauche](#), *Libération* évolue, dès 1978, vers une [ligne éditoriale](#) présentée comme étant « [libéral-libertaire](#) » et, en 1981, à la suite d'une nouvelle équipe et d'une [nouvelle formule](#), vers la [gauche socialiste de Mitterrand](#). Depuis septembre 2020, il intègre un [fonds de dotation](#) créé à partir d'[Altice Média](#), groupe détenu par le milliardaire [Patrick Drahi](#), principal actionnaire de [BFM TV](#). En 2023, le quotidien se présente cependant comme « le journal de toutes les gauches ».

Depuis 2020, [Dov Alfon](#) est à la fois [directeur de la publication](#) et de la [rédaction](#).

Position éditoriale

De ses débuts à l'[extrême gauche](#), *Libération* a gardé une étiquette de « journal de gauche ». Néanmoins, dès 1978, [Serge July](#) décrit le quotidien comme « [libéral-libertaire](#) »^[124] et en 2019, dans un ouvrage publié aux [Presses universitaires de France](#), une douzaine d'années après son départ du journal, il précise :

« Sur le plan politique, *Libération* est évidemment un journal progressiste et j'avais inventé en 1978 la formule « libéral-libertaire ». Mais la caractérisation partisane de *Libération* ne va pas beaucoup plus loin. Sa sensibilité est de gauche, mais comme il y a au moins cinquante nuances de gauche sur le marché, beaucoup se retrouvaient au sein de l'équipe, sans exclure des personnes venues d'autres horizons. Certains collègues défendaient ainsi avec force l'économie de marché. J'ai le sentiment, en tout cas, de n'avoir privilégié aucune nuance de gauche^[125]. »

En 1981, dès le début de la présidence de [François Mitterrand](#), à la suite d'une nouvelle équipe et d'une [nouvelle formule](#), le quotidien assume une ligne éditoriale de [gauche socialiste](#)^[126] version [PS](#) et, dans les années 1980 — qui constituent l'âge d'or du journal — devient beaucoup plus modéré. Alain Brillon, archiviste à *Libération*^[réf. souhaitée], soulignant l'infléchissement de la ligne éditoriale, avance qu'« en 1988, [...] on avait des lecteurs qui votaient pour Raymond Barre^[127]. »

En 1998, [Noam Chomsky](#) affirme, citant une étude réalisée par un chercheur néerlandais, que *Libération* était, durant les [années Reagan](#) (1981-1989), « le pire » des journaux européens « dans son adhésion à la propagande du gouvernement américain », allant même « au-delà des pires journaux des États-Unis »^[128].

En 2006, quand [Laurent Joffrin](#) arrive à la tête de la rédaction sur nomination de l'actionnaire [Édouard de Rothschild](#), ce dernier déclare: « C'est un peu une vue utopique de vouloir différencier

rédaction et actionnaire »[129]. Le journal est ainsi décrit par [Acrimed](#), une association française de [critique des médias](#), comme le « quotidien de [Rothschild](#) »[130], manière de dire que l'aspect financier impose ses droits jusqu'à perturber la vision d'une ligne éditoriale[127]. [Henri Maler](#), cofondateur d'Acrimed, écrit : « la célébration du [néolibéralisme](#) et de sa version mondialisée s'est, de plus en plus souvent, entourée des précautions habituelles sur la nécessaire « régulation »[129] ».

Le 3 janvier 2012, *Libé* publie en une « La lettre aux Français » de [François Hollande](#) alors candidat du [Parti socialiste](#) à la [présidentielle](#), une pleine page, sans commentaire ni annotation, qu'Emmanuelle Anizon et Olivier Tesquet, journalistes à *Télérama*, considèrent davantage comme « un tract plus qu'un article », une décision assumée par Nicolas Demorand, alors codirecteur du journal[131]. En 2012, dès le début de la présidence de François Hollande, *Télérama* souligne encore la proximité entre la rédaction et le pouvoir socialiste : les portraits du nouveau président, tels que « l'effort tranquille », sont toujours bienveillants[131].

La même année, pour le site *Acrimed*, la présence de François Hollande au pouvoir est révélatrice de l'évolution du journal et montre « un quart de siècle de progressisme affiché qui, de renonciation en reniement, s'est souvent traduit, sur le papier, par maints louvoiements éditoriaux » et ces errances, ou cette absence de ligne éditoriale bien définie, ont parfois été critiquées par une partie des journalistes qui dénonce des « [Unes](#) racoleuses qui défigurent » le journal[132]. De la même manière, pour certains de ses anciens rédacteurs comme [Pierre Marcelle](#), les différents renoncements de *Libération* ont eu pour conséquence que le journal « a perdu son identité, c'est devenu un journal comme les autres »[127], et pour [Philippe Gavi](#), cofondateur du journal, un titre « frappé par la banalisation »[133].

En mars 2013, Nicolas Demorand écrit, dans un éditorial de la rubrique « Économie », concernant la France : « il faudra rendre des droits chèrement acquis et des protections sociales » et « il faudra travailler plus pour gagner autant et peut-être même moins »[134]. Pour [Henri Maler](#), cet éditorial fixe un cap économique et politique « à l'intention des partenaires sociaux » et du gouvernement : « Cette orientation ne se borne pas à accompagner celle du gouvernement : elle la devance »[135].

En 2017, lors des élections présidentielles et à quelques heures du second tour, le journal publie, en couverture, une photo d'[Emmanuel Macron](#) avec un appel explicite : « Faites ce que vous voulez, mais votez Macron »[136]. Dans sa rubrique *CheckNews*, le journal reviendra sur cette couverture en concédant avoir voulu la victoire d'Emmanuel Macron contre [Marine Le Pen](#), mais en refusant avoir soutenu le programme du candidat[137].

En 2020, le journal *La Montagne* indique que *Libération* a « une même lecture d'obédience [néo-libérale](#) de l'actualité économique » que les autres principaux journaux français, dans un article intitulé « Sous le vernis des opinions politiques de six grands journaux nationaux, une même palette d'analyses économiques », publié à l'occasion de la sortie d'un livre de Michaël Lainé[138].

Pour *Marianne*, toujours en 2020, la rédaction de *Libération* — comme d'autres titres de la presse de gauche — est fracturée entre deux camps, que le magazine décrit comme les multiculturalistes et les universalistes. La discorde porte sur des thèmes de société tels que : le féminisme, les minorités et l'[islam](#), principalement[139]. Des plumes extérieures jugées contraires à la ligne « [néo-féministe](#) » du journal sont remerciées, telle la philosophe et psychanalyste [Sabine Prokhoris](#)[139].

En 2023, selon [Alexandra Schwartzbrod](#), la directrice adjointe de la rédaction de *Libération*, « on est le journal de toutes les gauches. Avec un clivage au sein de la rédaction : les plus jeunes sont plutôt [LFI](#), les anciens sont [sociaux-démocrates](#)[126]. »

La Croix

: Journal catholique national. Analyse l'actualité nationale et internationale, avec un focus sur les questions sociales et éthiques.

Wiki :

La Croix est un [journal](#) quotidien de la [presse nationale française](#). Il est fondé en 1883, ce qui fait de lui l'un des plus anciens périodiques de la presse française encore publié.

Le titre, qui est la propriété du groupe [Bayard Presse](#) depuis sa fondation, est en 2023 le sixième quotidien payant de la [presse quotidienne nationale française](#) avec 81 789 exemplaires[2]. Créé par la [congrégation de religieux catholiques](#) des [Augustins de l'Assomption](#), le journal se définit comme [chrétien](#) et [catholique](#), même si les choix éditoriaux qui en découlent ont pu évoluer.

(...)

D'après la frange de l'Église catholique qui s'estime conservatrice, depuis l'élection de [Benoît XVI](#), le journal, qui se dit toujours très attaché au [concile Vatican II](#), a « modéré sa critique vis-à-vis des positions du Saint-Siège » même si elle considère que le journal « reste reconnu pour ses prises de position progressistes[40] ». Pour certains observateurs toutefois, ces catégories, qui sont issues du monde politique, ne sont plus adaptées pour décrire l'Église catholique aujourd'hui[41].

Une des maximes du journal est « fidélité doctrinale, liberté éditoriale »[42], qui se rapproche d'une phrase du père Emmanuel d'Alzon : « Il faut toujours travailler pour Rome, parfois sans Rome, jamais contre »[43] ; comme le signale Dominique Quinio dans une interview [44] :

« De tous temps le souci de *La Croix* a été d'établir un dialogue, de lancer des ponts entre Église et société. Un dialogue, un pont, à double sens : nous devons permettre à la société de mieux entendre et de mieux comprendre ce qui est à l'œuvre dans une institution comme l'Église catholique... Et inversement, il nous faut permettre à des gens qui se situent à l'intérieur de l'Église de mieux comprendre ce monde dans lequel ils vivent. »

Si son traitement de l'information est souvent présenté comme étant plutôt défavorable aux tendances traditionnelles, des articles portent un regard apaisé sur la question rituelle[45],[46].

Depuis février 2015, [Guillaume Goubert](#) est le nouveau directeur de *La Croix*[47].

En mai 2017, puis à nouveau en 2022, *La Croix* appelle à voter pour [Emmanuel Macron](#) au second tour de l'[élection présidentielle](#)[48],[49].

En juin 2023 *La Croix* découvre que son site fait l'objet d'une copie sur un site miroir ([lacroix.cam](#)) proposant de la désinformation (faux articles de presse) concernant la guerre en Ukraine dans le cadre du développement de l'[opération Doppelgänger](#)[50]. En novembre 2023, Anne Ponce est nommée directrice de la rédaction de *La Croix* en remplacement de [Jérôme Chapuis](#), parti à [France Info](#)[51]. En septembre 2024, le site du journal est piraté lors d'une attaque au [rançongiciel](#), dans le contexte d'une réforme des services informatiques du [groupe Bayard](#), en proie à un déficit structurel depuis 2020[52].

En novembre 2024, la rédaction se met en grève pour protester contre la nomination d'Alban du Rostu comme directeur de la stratégie et du développement. Ancien consultant chez [McKinsey](#), les syndicats de journaliste lui reprochent d'avoir travaillé aux côtés du milliardaire [Pierre-Édouard Stérin](#). Après l'échec d'une rencontre entre les deux parties, la direction du groupe renonce finalement à nommer Alban du Rostu mais maintient la décision d'ouvrir un poste de directeur de la stratégie[53],[54]. De son côté, Alban du Rostu regrette le procès d'intention et les fausses informations qui ont circulé à son encontre[55].

Ouest-France

: Journal régional et national. Attentif aux territoires et aux sujets de société.

Wiki :

Ouest-France est un [quotidien régional français](#), édité à [Rennes](#) et vendu dans les régions de l'[Ouest de la France](#) ainsi qu'à [Paris](#). Il est édité par le [groupe SIPA Ouest-France](#), propriété de l'[Association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste](#) (ASPDH), contrôlée par la famille [Hutin](#).

En 2022, sa diffusion se porte à 635 000 exemplaires[1],[3], avec 2,3 millions de lecteurs[1] ; ce qui en ferait le premier quotidien francophone au monde[4].

Ligne éditoriale :

Les principes revendiqués par la devise du journal « Justice et Liberté », répondent à la trinité : [humanisme](#), [démocratie chrétienne](#) et [social-libéralisme](#).

[François Régis Hutin](#), qui en a été le président entre 1984 et 2016, signe régulièrement à la une, notamment le samedi, des éditoriaux dans lesquels il affiche ses engagements en faveur de l'[Union européenne](#) libérale, de la liberté de l'enseignement et de la paix. Sa fille, Jeanne Emmanuelle Hutin, signe, elle, dans l'édition dominicale *dimanche Ouest-France*. François Régis Hutin met également son journal au service de son combat contre la peine de mort ou pour l'amélioration des conditions de vie dans les prisons. Il publie aussi régulièrement de grands reportages réalisés le plus souvent à l'étranger, dans des pays déshérités ou victimes de catastrophes[21]. Il lance régulièrement des opérations humanitaires que gère l'association Ouest-France Solidarité, créée en 1981. Le quotidien défend également le principe de protection des sources d'information des journalistes[[réf. nécessaire](#)].

Selon l'universitaire Cégolène Frisque, la puissance du journal induit paradoxalement une certaine paralysie, « pour préserver sa santé financière en refusant de prendre le moindre risque tant vis-à-vis des lecteurs que des annonceurs et des partenaires institutionnels, et pour conforter son rôle d'acteur de la vie locale »[22]. Le journal est ainsi critiqué pour son conformisme, l'existence de sujets tabous, et une possible confusion entre communication et information[21],[22]. Le suivi de l'information locale est caractérisé « par une logique de faible distance, voire de soutien systématique aux pouvoirs locaux, de suivi et de mise en scène des manifestations institutionnelles »[22]. En 2005, la préfecture de la région Bretagne passe ainsi commande de quatre articles au journal[34],[35].

La ligne éditoriale du journal s'infléchit dans les années 1990 : de [démocrate-chrétienne](#), elle devient plus [conservatrice](#), l'humanisme et le progressisme laissant place à un ralliement net aux thèses [libérales](#)[22]. Un éditorial de Jeanne Emmanuelle Hutin en soutien à [Nicolas Sarkozy](#) en mars 2021 suscite une vive critique d'une partie de la rédaction[36].

Le quotidien est également critiqué par [Arrêt sur images](#) pour sa couverture des [élections législatives françaises de 2022](#)[37].

Le Temps

: Journal suisse francophone de référence. Analyse l'actualité internationale et nationale avec des articles détaillés et documentés.

Wiki :

Le Temps est un [quotidien suisse](#) édité à [Genève](#). C'est un quotidien généraliste [francophone](#) de dimension nationale[2]. Fondé le 18 mars 1998, il résulte du regroupement du [Journal de Genève et Gazette de Lausanne](#) et du [Nouveau Quotidien](#).

Le Temps se présente comme [libéral](#) et [humaniste](#) et accorde des tribunes libres à des auteurs de tous bords politiques. Il compte des rédactions à [Lausanne](#), [Genève](#), [Berne](#), [Neuchâtel](#), [Sion](#) et [Zurich](#).

Depuis le 1^{er} janvier 2021, il est détenu par la [fondation Aventinus](#)[3], et est sous la codirection de Madeleine von Holzen et Pierre-Adrian Irlé depuis 2024[4].

ligne éditoriale

Selon sa charte rédactionnelle[26], *Le Temps* « est attaché aux valeurs libérales fondamentales », et il s'engage à défendre « les institutions démocratiques, les droits et libertés de l'individu et les principes de l'économie de marché, dans le respect de l'environnement ». Ses choix éditoriaux doivent être « uniquement guidés par l'intérêt des lecteurs ». Il voue une attention particulièrement soutenue à la culture et à la science[26].

En 2018, à l'occasion de ses 20 ans, le journal s'est engagé dans sept causes identifiées par la rédaction[27]: le journalisme, l'égalité homme-femme, l'écologie, la créativité suisse, l'économie inclusive, la technologie au service de l'homme, et la Suisse comme laboratoire politique. Ses sept causes ne figurent toutefois plus dans la dernière version de la charte éditoriale du *Temps*[26].

Politiquement, il se décrit comme « indépendant de tout parti politique, et de toute organisation économique, confessionnelle ou religieuse »[26]. En 2023, les résultats d'une étude du Centre de recherche sur la sphère publique et la société (Fög) de l'Université de Zurich placent *Le Temps* plutôt au niveau de centre-gauche de la politique, comme la plupart des autres médias romands[28].

Le journal ambitionne d'être un média de référence en matière d'information et d'analyse[26] ; en 2012, une étude de l'Université de Zurich le situe également en tant que référence[29] et en 2018, une étude de l'Association fondatrice pour la qualité des médias en Suisse le classe à la première place (ex æquo avec la [Neue Zürcher Zeitung](#)) au classement de la qualité des médias suisses[30].

Quotidien francophone, il privilégie l'emploi de termes français au lieu d'[anglicismes](#)[26]. En décembre 2019, *Le Temps* a instauré une «charte de l'égalité des genres»[31], qui est en cours de révision en septembre 2025. Une «charte éditoriale en matière d'intelligence artificielle générative» a également été adoptée en mars 2024[32].